



PROVIDED WITH SUPPORT FROM THE EUROPEAN UNION

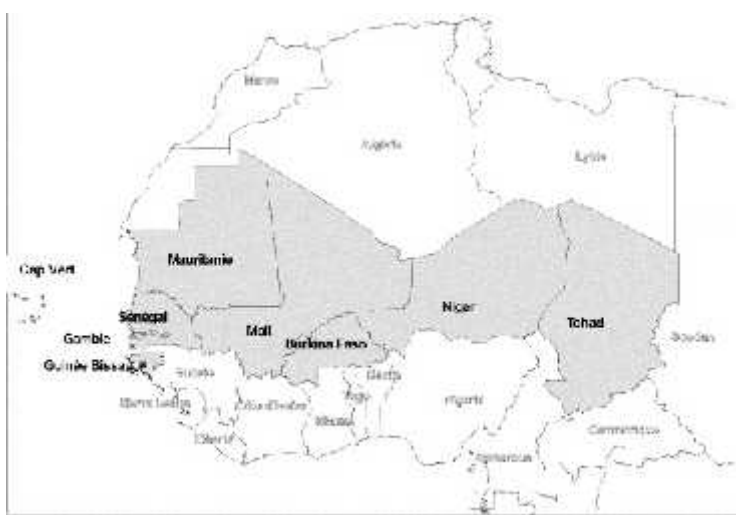
ACP MEAs



United Nations Environment Programme

INSTITUT DU SAHEL (INSAH)

ETUDE SUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POST HOMOLOGATION DES PESTICIDES DANS LES ETATS MEMBRES DU COMITE INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)



CILSS Countries

Burkina Faso
Cap-Vert
Gambie
Guinée Bissau
Mali
Mauritanie
Niger
Sénégal
Tchad.

TABLE OF CONTENTS

Abbreviations and Acronyms	
1. Contexte et justification	P.4
2. Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel et le Comité Sahélien de Pesticide	P.4
3. Rationale for Selecting the 3 countries	P.5
4. Objectifs	P.5
5. Méthodologie	P.5
6. Resultats Attendus	P.6
7. Activités de surveillance post-homologation au Mali	P.8
8. Activités de surveillance post-homologation au Senegal	P.19
9. Post registration Surveillance Activities in The Gambia	P.29
10. Conclusions and Recommendations	P.35
11. Proposition d'un type de surveillance post homologation (as Annexes)	P.36
12. References	P.41

ABREVIATIONS/ACRONYMS

AND : Autorité Nationale Désignée

APV : Autorisation Provisoire de Vente

CILSS : Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

CNLCP : Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin

CSP : Comité Sahélien des pesticides

DNA : Direction Nationale de l'Agriculture

CNGP : Comité National de Gestion des Pesticides

DG : Directeur Général

FAO: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

INSAH : Institut du Sahel.

UA : Union Africaine

US AID:

OHVN: Office de la Haute Vallée du Niger

ON: Office du Niger

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OPV : Office de Protection des Végétaux

PIC : Prior Informed Consent (Principe d'information et de consentement préalable)

I – Contexte et justification

La Conférence de la planète terre, tenue en 1992 à Rio de Janeiro a adopté L'Action 21 dont le paragraphe 19 est consacré à la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques dont les pesticides.

Le Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu à Johannesburg en Afrique du Sud en septembre 2002, a adopté un plan d'application dit « plan d'application de Johannesburg » qui recommande entre autres, à tous les Etats de tout mettre en œuvre pour que d'ici 2020, les produits chimiques soient produits et utilisés avec le minimum d'effets néfastes pour la santé humaine ou animale et pour l'environnement.

Le Forum Intergouvernemental pour la Sécurité Chimique (IFCS) mis en place pour conseiller les Gouvernements et les aider à mieux gérer les produits chimiques a au cours de sa quatrième session tenue en novembre 2003 à Bangkok en Thaïlande, décidé d'élaborer une Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques (SAICM).

La première Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques (ICCM) tenue à Doubaï, aux Emirats arabes unis en février 2006, a adopté le document de la SAICM qui comprend la déclaration de Doubaï sur la gestion internationale des produits chimiques, la stratégie politique globale et le plan d'action mondial.

La SAICM soutient l'objectif 2020 de Johannesburg qui est de faire en sorte que d'ici à 2020, les produits chimiques soient produits et utilisés de manière à réduire au minimum leurs effets les plus nocifs sur la santé et l'environnement.

Due to lack of knowledge on environmentally sustainable alternatives and proper surveillance after the entry of pesticides in African countries, pesticides continue to constitute a major hazard in CILSS countries. Farmers have greatly increased their use of chemical based insecticides, herbicides, and fungicides to boost agricultural productivity. Obsolete pesticide stocks, including at times Persistent Organic Pollutants are still being used or stocked in make shift stores where the dangers and risks due to exposure are enormous. The stock is sometimes comprised of packages of substandard, deteriorated. At least 20,000 tons of obsolete pesticides and tens of thousands of tons of contaminated soils have accumulated in most African countries over long periods (FAO, 1998). More recent FAO estimates are that there might be more than 40 000 tons, perhaps even much more, of these chemicals stocked or discarded over many parts of Africa (UNEP, 2002a). These pesticides pose a serious threat to the health of both rural and urban populations and contribute to land and water degradation. Banned, unlabelled or illegally imported pesticides, both household and agricultural are still a threat to the CILSS countries. Pesticide poisoning is still a major public health problem. The entry, sale, handling, distribution and use of pesticides need to be properly controlled in Africa, in particular in the Sahel zone which is fragile but oftentimes in need of chemical agricultural products to address challenges posed by drought.

Les Etats membres du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ont adopté en 1992 une réglementation commune sur l'homologation des pesticides.

Les objectifs de la réglementation commune sont :

- la mise en commun des moyens matériels et financiers ainsi que des expériences et expertises des Etats membres ;
- l'évaluation en vue d'homologation des dossiers de demande d'homologation des firmes agro pharmaceutiques par le Comité Sahélien des Pesticides (CSP) ;
- la mise en œuvre dans les Etats membres du CILSS des décisions et recommandations du

CSP par les Comités Nationaux de Gestion des Pesticides (CNGP).

Les CNGPs sont les chevilles ouvrières de la gestion sécuritaire des pesticides au plan national. Leurs principales activités sont liées à la surveillance après homologation qui est un maillon obligatoire du processus d'homologation.

L'exécution efficace de la surveillance après homologation conduira sans nul doute à l'atteinte de l'objectif 2020 du plan d'application de Johannesburg et de la SAICM sus mentionné and the objectives of the FAO Code of Conduct on distribution and Use of Pesticides.

II. Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel et le Comité Sahélien de Pesticide

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) est une organisation sous régionale regroupant neuf (9) Etats : le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée Conakry, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Le CILSS a été créé par la convention du 12 septembre 1973 avec pour mandat général de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre écologique.

Dans le cadre de l'exécution de son mandat et de sa mission d'intégration, le CILSS a adopté en 1992 une réglementation dénommée « Réglementation Commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides ».

Ladite réglementation a été révisée en 1999 et, est depuis, mise en œuvre par le Comité Sahélien des Pesticides (CSP). La réglementation ambitionne de réussir la gestion sécuritaire des pesticides au Sahel. Le CSP tient depuis février 1994 ses sessions d'examen des dossiers de demandes d'homologation soumises par les firmes agro pharmaceutiques. Ces sessions se tiennent à un rythme de deux (02) fois par an. Une fois la session du CSP terminée, le Secrétaire Permanent envoie la liste des pesticides qui ont reçu l'homologation ou l'Autorisation Provisoire de Vente (APV) au Ministre coordonnateur du CILSS pour approbation. Les firmes agro pharmaceutiques sont informées des délibérations de la session d'évaluation concernant leurs produits et une liste des pesticides autorisés leur est fournie. La liste des pesticides autorisés (homologation ou APV) est envoyée aux CNGP des Etats membres après chaque session pour les besoins de contrôle et d'information de tous les acteurs du pays. Les pesticides reçoivent l'homologation ou l'Autorisation Provisoire de Vente (APV) du CSP sur la base des spécifications approuvées, qui assurent que les données soumises ont été obtenues avec un produit chimique suffisamment analogue à celui dont l'homologation est demandée. Pour être compatible avec les règles d'homologation, le produit commercialisé doit être conforme aux spécifications établies pour l'homologation.

Depuis mars 1994, le CSP qui se réunit en session ordinaire deux (2) fois par an, a autorisé en trente (30) sessions, cent quatre vingt douze (192) pesticides dont :

- Insecticides :	92
- Insecticides/Fongicides :	08
- Insecticides/Acaricides :	09
- Bio-insecticides :	02
- Insecticides biologiques :	03
- Herbicides :	72
- Fongicides :	04
- Rodenticides :	02

Le CSP est appuyé dans sa mission par la communauté internationale comme l'USAID, le Royaume des Pays Bas, L'UA, la FAO, etc.



Pesticide stocks

III. Rationale for selecting Gambia, Mali and Senegal for the study

- Due to limited resources, only the case of The Gambia, Mali and Senegal with regard to activities related to post registration of pesticides were covered by the study ; all 3 countries are members of the CSP.
 -
 - The 9 CILSS Member States share a common ecosystem ; they all fall within the Sahel zone ;
 - The cases of these 3 countries are representative of conditions in all other CILSS countries ;the 9 CILSS Member States have limited capacity to manage and control pesticides, and have a population with low level of awareness of pesticides ;
 - The strategies applied by these 3 countries are easy to emulate or replicate, have been tested and applied for over ten or more years and have yielded positive results.
- N /B : Please note that harmonisation of strategies for the 9 Member States will be very beneficial for those countries that share common borders .

IV – Objectifs

La présente étude a pour objectifs :

- le recensement et l'analyse des activités de post homologation qui sont en cours d'exécution dans les pays du CILSS ;
- la détermination des forces et des faiblesses des CNGPs et/ou autres structures de gestion des pesticides dans les pays ;
- la proposition d'un type de surveillance post homologation qui soit en conformité avec l'homologation du CILSS, les textes internationaux de gestion des pesticides et dont le chronogramme d'exécution sera adapté aux réalités de chaque pays.

V – Méthodologie

5.1. Pays concernés

L'étude porte sur tous les pays membres du CILSS qui sont :

- le Burkina Faso ;
- la République du Cap-vert ;
- la République de la Gambie ;
- la République de Guinée- Bissau ;

- la République du Mali ;
- la République Islamique de la Mauritanie ;
- la République du Niger ;
- la République du Sénégal ;
- la République du Tchad.

5.2. Domaines d'investigation

Les informations recherchées concernent :

- les structures de gestion des pesticides dont le CNGP principalement ;
- les textes législatifs et réglementaires sur la gestion des pesticides ;
- les activités de pré et de post homologation.

5.3. Collecte des données

Les données seront collectées en utilisant un questionnaire rédigé par le consultant et approuvé par le Président et le Secrétaire Permanent du CSP.

Le questionnaire est transmis aux membres du CSP par le Secrétaire Permanent du CSP.

Le questionnaire est à remplir par les membres des CNGPs ou par la Direction de la Protection des Végétaux le cas échéant sous la supervision des membres du CSP du Pays.

Un contact par mail et/ou par téléphone avec le consultant pour des échanges d'informations relatifs à la compréhension du questionnaire ou d'autres sujets sera privilégié pour cause d'insuffisance de fonds pour d'éventuels déplacements.

5.4. Supervision et rapportage

Les réponses au questionnaire seront transmises au SP qui assure la coordination avec le consultant dans un délai qui sera déterminé le moment venu.

Le SP transfèrera les réponses au consultant qui élaborera un rapport provisoire :

Le rapport provisoire fera l'objet d'un atelier de validation qui regroupera les membres du CSP, et un représentant de la Commission de l'Union Africaine.

Le rapport provisoire validé sera transmis par le Président du CSP à la Commission de l'Union Africaine pour observations et appréciation.

Le rapport final est rédigé par le consultant qui prendra en compte les observations de l'UA.

VI – Résultats attendus

Un rapport provisoire écrit en langue française est fourni par le consultant.
Des informations et données suivantes sont contenues dans ledit rapport :

- le recensement et l'analyse des structures de gestion des pesticides dont le CNGP principalement ;
- le recensement et l'analyse des textes législatifs et réglementaires sur la gestion des pesticides ;

- le recensement et l'analyse des activités de post homologation qui sont en cours d'exécution dans chaque pays du CILSS ;
- la proposition d'un type de surveillance post homologation qui soit en conformité avec l'homologation du CILSS, les textes internationaux de gestion des pesticides et dont le chronogramme d'exécution sera adapté aux réalités de chaque pays.

Un atelier de validation du rapport provisoire est tenu.

Un rapport final tenant compte des observations de la Commission de l'Union Africaine est fourni

VII – Expertise requise

L'étude sera conduite par un consultant dont les compétences exigées seront déterminées par le Président et le SP du CSP

VIII – Durée de la consultation

Les activités et leur durée approximative d'exécution de la consultation comprennent :

- la recherche documentaire trois (03) jours ;
- l'élaboration du questionnaire sept (07) jours ;
- le remplissage du questionnaire dans les pays quarante cinq (45) jours y compris les délais d'envoi;
- l'analyse des réponses au questionnaire dix (10) jours ;
- la rédaction du rapport provisoire vingt (20) jours ;
- la rédaction du rapport final cinq (05) jours ;
- la tenue de l'atelier de validation trois (03) jours.

IX– Budget

Le budget de la consultation fera l'objet d'une offre négociable entre le Président et le SP du CSP d'une part et le consultant d'autre part.

L'atelier de validation est important car il permettra au consultant d'avoir des discussions directes avec les responsables chargés du remplissage du questionnaire.

Si le budget le permet il serait souhaitable qu'un membre CNGP et non CSP puisse participer à l'atelier de validation.

ACTIVITES DE SURVEILLANCE POST-HOMOLOGATION AU MALI

AVANT-PROPOS

Le CNGP Mali créé en 2002, comme les autres CNGP/CNCP, est chargé de mettre en application les décisions prises par le CSP. Le succès de la réglementation commune dépend en grande partie de l'efficacité des CNGPs dans les pays.

Le présent document a pour objectif de traiter les activités après homologation suivant le canevas, spécialement dans les domaines suivants:

- diverses activités de surveillance ;
- programmes de formation à l'utilisation sans danger des pesticides ;
- systèmes de délivrance de licences pour les manipulateurs et les fabricants de pesticides ;
- application de la réglementation et mesures de contrôle appropriées ;
- échanges d'informations.

L'objectif de la présente étude sur les activités après homologation des pesticides offre l'opportunité au CNGP de mieux coordonner ses activités et de mettre ensemble les synergies pour une meilleure protection de l'homme, des animaux et de l'environnement.

I. LE COMITE NATIONAL DE GESTION DES PESTICIDES-CNGP MALI

1.1 Introduction

Le CNGP dans le cadre de la réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides, est considéré comme une structure relais du CSP au plan national.

En effet, suivant la réglementation commune l'évaluation et l'homologation des pesticides sont du ressort du CILSS à travers le CSP et les aspects liés à leur contrôle, utilisation et élimination relèvent de la compétence des autorités compétentes de chaque Etat (à travers le CNGP). Par conséquent le CNGP tiendra compte des décisions du CSP et éventuellement des recommandations d'autres instruments juridiques internationaux déjà signés et/ou ratifiés par les Etats.

Pour pleinement jouer son rôle, le CNGP définira ses attributions, sa composition, son fonctionnement et son organisation et recherchera des financements pour mener ses activités.

1.2 Attributions du CNGP

Il est institué auprès du Ministre de l'Agriculture un Comité National de Gestion des Pesticides (CNGP).

Le Comité National de Gestion des Pesticides est chargé de:

- veiller à l'application au niveau national, des décisions du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) ;
- proposer au Ministre chargé de l'Agriculture toutes les mesures susceptibles de contribuer à la normalisation, à la définition et à l'établissement des conditions et modalités de gestion des pesticides;
- proposer les principes et orientations générales de la réglementation des pesticides au Mali;
- actualiser la liste des pesticides autorisés et ceux qui sont interdits;
- veiller à la mise en application de la toxicovigilance;
- émettre des avis sur les demandes d'intention d'importation ou d'agrément;
- recourir, le cas échéant, à des expertises des laboratoires agréés par le Ministre chargé de l'Agriculture.

1.3 Composition du CNGP

Le Comité National de Gestion des Pesticides est composé comme suit :

Président

- Le Ministre de l'Agriculture ou son représentant

Vices Présidents

- Le représentant du Ministère chargé de l'Environnement;
- Le représentant du Ministère chargé de la Santé.

Membres

Les membres sont les Représentants :

- du Ministère chargé des Finances, de l'Administration Territoriale, de l'Industrie, du Commerce, de la Sécurité, de la justice et de la Recherche Scientifique ;
- de la Direction Nationale de l'agriculture, de la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances, des Services Vétérinaires, de l'Hydraulique, de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), de la Protection Civile, de l'Office de Protection des Végétaux, du Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin, de l'Institut d'Economie Rurale (IER), de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments, du Laboratoire Central Vétérinaire, de Programme National de Lutte contre le Paludisme ;
- des Membres Nationaux du Comité Sahélien des pesticides ;
- de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (AP/CAM), de la Chambre du Commerce et des Industries du Mali (CCIM) ;
- de la Coordination des Consommateurs du Mali ;
- Des Points focaux des différentes Conventions ;
- du Secrétariat de la Coordination des ONG, du Conseil de Concertation et d'Appui aux ONG ;
- de Crop Life Mali et Pesticide Action Network.

Le Comité peut faire appel à toute personne ressource en raison de sa compétence.

Le secrétariat du Comité National de Gestion des Pesticides (SP/CNGP) est assuré par la Direction Nationale de l'Agriculture. Elle est assistée par la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances et la Direction Nationale de la Santé.

Le Comité National de Gestion des Pesticides est organisé en commissions. Ces commissions sont :

- La Commission législation, Réglementation et Contrôle ;
- La Commission Formation, Information et Sensibilisation.
-

1.4 Fonctionnement du CNGP

Le CNGP se réunit une fois (01) fois par semestre en session ordinaire sur convocation de son Président. En cas de besoin, une session extraordinaire peut être convoquée à la demande du Président ou des deux (02) tiers des membres. Les convocations portant l'ordre du jour sont adressées aux membres au moins quinze (15) jours avant la tenue de la réunion ordinaire et au plus tard sept (07) jours avant la réunion extraordinaire. A chaque réunion, le Président décide du lieu et de la date de la prochaine session ordinaire.

Le CNGP ne peut délibérer que lorsque le quorum à la majorité simple de ses membres est atteint et les décisions sont prises par consensus. Le vote n'est autorisé qu'en dernier recours et qu'en cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

Les Commissions se réunissent une fois tous les trois (03) mois en session ordinaire sur convocation de leur Président. En cas de besoin, des sessions extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du Président ou des deux tiers des membres.

Les résultats des travaux des Commissions élaborés par les rapporteurs et consignés par le Président sont transmis au Secrétariat Permanent du CNGP au plus tard quinze (15) jours après la tenue de la session. Le rapport définitif est transmis à tous les membres au moins trente (30) jours après la clôture de la session.

II. ACTIVITES DE SURVEILLANCE

Le CNGP, à travers les diverses structures du public, du privé, de la société civile, des ONGs et autres qui le composent mène en conformité avec l'homologation CILSS des activités de surveillance après homologation.

Les activités de surveillance visent à assurer l'application des règles d'homologation.

Elles fournissent l'occasion d'évaluer la validité des résultats obtenus à partir des données d'homologation en ce qui concerne son efficacité, sa sécurité d'emploi et ses effets sur l'environnement.

Ces activités, en se référant aux Directives pour la surveillance après homologation et les autres activités concernant les pesticides de la FAO (Rome - Juillet 1988) sont les suivantes :

- activités de surveillance ;
- programmes de formation à l'utilisation sans danger des pesticides ;
- systèmes de délivrance de licences pour les manipulateurs et les fabricants de pesticides ;
- application de la réglementation et mesures de contrôle appropriées ;
- échanges d'informations.

2.1 Surveillance de la qualité des pesticides

Le pesticide de bonne qualité pour la zone CILSS est le pesticide dont l'utilisation et/ou la commercialisation sont autorisés par le comité sahélien des pesticides (CSP), c'est-à-dire que le pesticide bénéficie d'une homologation ou d'une Autorisation Provisoire de Vente (APV).

Les conditions de stockage et de conservation, la nature de l'emballage, le climat et d'autres facteurs influent sur la qualité des pesticides. Dans ces conditions, toute modification subie par le produit peut entraîner des risques inacceptables ou altérer son efficacité. Il est important en ce moment de procéder régulièrement au contrôle de la qualité des formulations mises sur le marché pour s'assurer que les produits soient propres aux usages auxquels ils sont destinés quand ils sont utilisés conformément aux indications de l'étiquette. Or, la qualité des produits peut être affectée selon le type de marché :

- les marchés classiques journaliers :
 - les pesticides sont vendus dans des hangars ou kiosques que l'on peut refermer en quittant le marché ;
 - il n'existe pas un espace spécifique du marché réservé à la vente des pesticides ;
 - les pesticides sont vendus à proximité de plusieurs articles, voire des denrées alimentaires ;
 - les températures sont élevées surtout lorsque les magasins sont refermés le soir jusqu'à l'ouverture du marché le lendemain matin.
- les marchés périodiques :
 - il n'existe pratiquement pas de magasins ;
 - les pesticides sont étalés en plein soleil à même le sol parfois.
- les magasins hors marché :
 - les magasins de vente ne sont pas dans l'enceinte d'un marché ;
 - ils sont souvent contigus aux zones d'habitation ;
 - l'aération est faible ;
 - les températures sont élevées dans les magasins.

Dans ces conditions, les Inspecteurs et Agents de Contrôle Phytosanitaire procéderont au contrôle des pesticides qui consistera à une vérification attentive et minutieuse :

- de la régularité des actes d'importation, de transport, de stockage, de distribution, d'utilisation;
- de la conformité des bulletins d'analyse ;
- de la validité des pièces et/ou documents; et
- de la qualité du pesticide, c'est-à-dire prélever un ou des échantillon (s) pour faire l'analyse de formulation conformément à la réglementation.

2.1.1 Qualité du produit technique :

La réglementation commune sur l'homologation des pesticides du CILSS, n'homologue que des formulations. Le CILSS dans sa réglementation commune sur l'homologation des pesticides ne prévoit pas de dispositions quand à l'homologation des produits techniques.

Le Mali ne produit pas de produits techniques. Il n'existe plus d'unités de production ou de reformulation de pesticides. Les unités existantes sont celles de production d'insecticides utilisés en santé publique des chinois (les spiraux anti-moustiques, dont le principe actif est « rich DD allethrin »). Donc à ce niveau, le contrôle n'est pas assez exigeant.

2.1.2 Qualité des produits formulés importés

Pour le contrôle de qualité des produits formulés importés les agents assermentés du contrôle phytosanitaire et de la douane sont des moyens requis pour mener ces activités.

Il convient de ne pas oublier quand on importe des produits formulés, 60 à 90 jours peuvent s'écouler entre la période de la formulation et celle de la réception dans les installations et leur dispatching dans le pays. La qualité de ces produits doit être contrôlée soigneusement, avant de les mettre à la disposition des agriculteurs.

Les agents assermentés du contrôle phytosanitaire effectuent un contrôle visuel qui portera sur les points suivants :

- détention de permis, licence ou de documents officiels d'importation et/ou exportation par l'importateur des pesticides en question;
- statut d'homologation ou d'APV des pesticides concernés ;
- solidité et étanchéité des emballages contrôlés ;
- étiquette portant les informations précises sur le n° du lot, le n° d'homologation, la date de formulation et la date de péremption ;
- disponibilité d'un certificat d'analyse valide.

Sur la base de l'appréciation des documents et du contrôle visuel, le contrôleur décide du sort des pesticides.

2.1.3 Qualité des formulations préparées sur place et des produits reconditionnés

Au Mali, tous les pesticides utilisés sont des pesticides importés. Il n'y a pas d'usine de formulation de pesticides utilisés en agriculture. Les seules unités existantes sont celles pour la production des spirales anti-moustiques utilisés en santé publique.

Le reconditionnement se fait par certains revendeurs en cachette et cela dans de mauvaises conditions, ne répondant aux normes de qualité requises. Les mêmes normes de qualité doivent s'appliquer, c'est-à-dire que le produit doit être conforme aux spécifications soumises lors de l'homologation.

Les produits reconditionnés et réétiquetés pour d'autres usages en cachette par les revendeurs et qui ne répondent pas aux spécifications approuvées sont généralement saisis et mis à la disposition du Ministère de l'Environnement pour leur destruction future.

2.2 Utilisation des pesticides selon les indications de l'étiquette approuvée :

Les pesticides reçoivent l'homologation ou l'Autorisation Provisoire de Vente (APV) du CSP sur la base de mode et de conditions d'utilisations précises. Seuls ces modes et conditions d'utilisations figurant sur l'étiquette approuvée ainsi que les fiches techniques d'informations garantissent l'efficacité biologique et l'innocuité du pesticide. L'étiquette approuvée est la preuve légale de l'homologation. C'est le principal moyen d'indiquer aux utilisateurs comment utiliser les pesticides correctement et sans danger.

L'utilisation sans danger et efficace du produit dépendra de la bonne compréhension par l'utilisateur, du libellé de l'étiquette, qui doit être clair et complet. Cette activité de surveillance peut fournir des informations qui serviront à modifier et à améliorer l'étiquette.

En ce moment, le CNGP doit élaborer et adopter une stratégie de formation, d'information et de sensibilisation des utilisateurs sur l'usage sans danger et efficace des pesticides.

Des sessions de formation sont organisées par le CNGP pour former les revendeurs à travers les financements de Crop Life Mali et Le PASP-Mali.

L'Office de Protection des Végétaux procède à la formation des Brigades d'Intervention Villageoises et des producteurs sur l'utilisation sans danger et efficace des pesticides.

Les firmes agropharmaceutiques aussi, dans le cadre du stewardship de leurs produits, procèdent à la formation des producteurs sur l'utilisation sécuritaire des pesticides.

Au Mali, plus de la moitié des utilisateurs de pesticides sont analphabètes et les étiquêtes sont généralement en français.

Dans les zones CMDT et OHVN qui utilisent plus des 2/3 de pesticides importés officiellement, les producteurs sont alphabétisés et les responsables ont demandé aux firmes agrochimiques à ce que les étiquettes soient faites en langue nationale bamanan pour faciliter l'utilisation des pesticides.

2.3 Résidus de pesticides dans les aliments

Si l'on applique de bonnes pratiques agricoles (BPA), les résidus ne devraient pas dépasser les LMR. Le CNGP devrait toutefois exercer une certaine surveillance sur les résidus dans les aliments après l'homologation du produit, pour protéger les consommateurs et pour faciliter les échanges commerciaux au niveau international. Ce volet a son importance du fait des exigences de plus en plus croissantes des consommateurs sur la qualité de leurs aliments.

Le CNGP doit veiller à ce que les résidus de pesticides dans les aliments et produits agricoles soient périodiquement contrôlés pour s'assurer que les taux qui se retrouvent dans les aliments et les produits agricoles sont conformes à ceux approuvés au moment de l'homologation.

Si pour le contrôle de la qualité des pesticides il est possible de faire des contrôles visuels, ce n'est pas le cas pour le contrôle de résidus de pesticides dans les aliments et produits agricoles qui nécessitent des résultats de laboratoire avant toute prise de décision.

Le contrôle de résidus de pesticides dans les aliments et produits agricoles au Mali se fait principalement au niveau du Laboratoire Central Vétérinaire et les résultats souvent sont alarmants (il n'est pas rare de voir comme résidus des pesticides déjà interdits).

Pour cela le CNGP doit continuer avec les autres partenaires qui le composent, à former les producteurs sur l'utilisation sans danger et efficace des pesticides et leur proposer des méthodes alternatives de lutte peu ou pas dépendantes des produits chimiques.

2.4 Surveillance de l'environnement

Les résidus de pesticides dans les différents compartiments de l'environnement doivent être déterminés et les effets néfastes des pesticides sur les organismes non cibles évalués. Il est regrettable de constater que le pays accuse un retard dans ce domaine.

Même, si le département de l'environnement mène quelques activités en la matière, il reste beaucoup encore à faire.

Le CNGP doit élaborer un programme de surveillance de l'environnement et de rechercher les fonds et les spécialistes pour son exécution. A cet effet l'Université de Bamako et des ONGs peuvent être mis à profit.

2.5 Intoxications accidentelles par les pesticides

L'utilisation des pesticides n'est jamais sans risque sur la santé des utilisateurs ou de l'ouvrier dans l'usine de production ou de l'utilisateur domestique.

Leur mauvaise utilisation et leur manipulation imprudente peuvent causer des intoxications.

Les personnes les plus exposées sont généralement les applicateurs. La surveillance de ces cas d'intoxication fournira des informations utiles concernant l'efficacité du système d'homologation et de ses programmes de formation et d'information.

Au Mali, la collecte des statistiques d'intoxications accidentelles par les pesticides n'est systématiquement pas faite. L'estimation du nombre annuel de décès accidentels au Mali dus aux pesticides varie entre six (6) et vingt neuf(29) basée sur des données mondiales et entre trente (30) et deux cent dix (210) basée sur des données nationales.

Le CNGP doit se donner les moyens pour un suivi régulier des cas d'intoxication par les pesticides qui peut constituer une base solide aux décisions concernant l'utilisation des pesticides dans le pays et aux mesures de contrôle en la matière.

III. FORMATION SUR L'UTILISATION SANS DANGER DES PESTICIDES

Dans la lutte pour la maîtrise de la gestion sécuritaire des pesticides, les moyens les plus efficaces et sans doute les plus faciles à acquérir sont la formation, l'information et la sensibilisation. Le CNGP doit se les approprier pour mettre les autres partenaires du secteur des pesticides au même niveau d'information et de connaissance que lui.

Dans les activités de formation, d'information et de sensibilisation, la communication joue un rôle

important surtout quand on s'adresse au grand public.

Les principaux intervenants qui sont susceptibles d'aider le CNGP à atteindre son objectif sont, les décideurs politiques, les formulateurs, les distributeurs, les consommateurs, les utilisateurs dont principalement les agriculteurs et le personnel de santé.

En fonction des réalités du terrain, le CNGP aura à élaborer un programme de formation, d'information et de sensibilisation exécutable annuellement. Les thèmes du programme varieront selon les cibles visés et peuvent porter sur les modules suivants:

Utilisation sécuritaire des pesticides :

- législation sur les pesticides ;
- intoxications, précautions et mesures d'urgence à prendre ;
- stockage et gestion des stocks de pesticides ;
- destruction des pesticides périmés et des emballages vides ;
- etc.

3.1 Formation des agriculteurs :

La formation des agriculteurs se fait au Mali à plusieurs niveaux.

- La formation effectuée par les sociétés agropharmaceutiques : dans le cadre du stewarship de leurs produits.
- La formation effectuée par l'Office de Protection des Végétaux : cette formation concerne l'organisation et la formation des Brigades d'Intervention Phytosanitaires dans le cadre de la protection rapprochée de leurs cultures.
- La CMDT et l'OHVN procèdent eux aussi à la formation des agriculteurs dans leurs zones d'intervention à l'utilisation sécuritaire des pesticides.

3.2 Formation du personnel des magasins de vente au détail :

- Depuis les années 1990 Crop Life forment le personnel des magasins de vente au détail à l'utilisation efficace et sans danger des pesticides.
- PASP-Mali en collaboration avec la DNA et dans le cadre du CNGP procède à la formation du personnel des magasins de vente en vue de l'obtention de l'agrément de revente des pesticides.

3.3 Formation des agents de vulgarisation gouvernementaux :

Au Mali, la CMDT, l'OHVN, l'Office du Niger, le CNLCP, l'OPV, la DNA, etc. ont leurs agents de vulgarisation.

Chacune des structures, principalement procèdent à la formation de leurs agents sur l'utilisation sécuritaire des pesticides.

3.4 Formation des médecins et du personnel paramédical :

Les médecins et le personnel paramédical étaient formés par le Service National de la Protection des Végétaux (SNPV).

La Direction Nationale de la Santé du Ministère de la Santé forme les médecins et le personnel paramédical à l'utilisation sécuritaire des pesticides dans le cadre des programmes de lutte contre les vecteurs des maladies. Pour l'essentiel, les agents sont formés aux techniques de lutte, de pulvérisation et de pulvérisation intra domiciliaire, d'imprégnation des moustiquaires, etc.

IV. DELIVRANCE DE LICENCES AUX MANIPULATEURS DE PESTICIDES

4.1 Délivrance de licences aux sociétés opérant dans le secteur des pesticides

La législation et la réglementation du Mali sur le contrôle des pesticides exigent que les sociétés opérant dans le secteur des pesticides aient une licence conformément au décret fixant les modalités d'application de la loi instituant l'homologation et le contrôle des pesticides au Mali.

4.2 Délivrance d'Agrément aux opérateurs commerciaux spécialisés dans la désinfestation :

La législation et la réglementation du Mali sur le contrôle des pesticides exigent que les opérateurs commerciaux spécialisés dans la désinfestation (Applicateurs professionnels) aient un agrément conformément au décret fixant les modalités d'application de la loi instituant l'homologation et le contrôle des pesticides au Mali.

La délivrance d'un tel agrément aux applicateurs professionnels donne l'opportunité au CNGP de mieux suivre les activités des applicateurs professionnels et de rechercher les voies et moyens pour renforcer leurs capacités opérationnelles dans le cadre d'une gestion rationnelle des pesticides.

Il faut noter qu'à part une (01) ou deux (02) sociétés, les autres ne font pas de demande d'Agrément d'applicateur.

4.3 Délivrance d'Agrément aux magasins de vente au détail [distributeurs, (vendeurs grossistes ou vendeurs détaillants)]

La législation et la réglementation du Mali sur le contrôle des pesticides exigent que les distributeurs, (vendeurs grossistes ou vendeurs détaillants) aient un agrément conformément au décret fixant les modalités d'application de la loi instituant l'homologation et le contrôle des pesticides au Mali et à l'arrêté déterminant les conditions de délivrance de l'agrément de revente des pesticides.

L'institution d'un tel décret donne l'opportunité au CNGP de mieux suivre les activités des distributeurs et de rechercher les voies et moyens pour renforcer leurs capacités opérationnelles dans le cadre d'une gestion rationnelle des pesticides.

Le système d'octroi de l'agrément prend en compte la qualification professionnelle du demandeur en matière de gestion des pesticides et de la viabilité des magasins de stockage et de vente.

Des formations sont assurées par le CNGP/PASP-Mali, les gros fournisseurs, l'IFDC, Crop Life, etc.

V. REPRESSION ET AUTRES MESURES DE CONTROLE

5.1 Contrôle des importations

Le contrôle à l'importation se fait principalement à la frontière. Pour le contrôle dans les frontières, les moyens humains requis sont :

- Les agents assermentés du contrôle phytosanitaire ;
- Les agents assermentés de la douane.

Un certificat d'analyse d'un laboratoire agréé du pays exportateur doit accompagner le pesticide.

Sur la base de l'appréciation des documents et du contrôle visuel, l'Agent de contrôle décide de l'entrée ou non du pesticide dans le territoire. Une analyse ultérieure de l'échantillon en laboratoire confirmera ou infirmera la décision du contrôleur. Dans le cas où les résultats d'analyse en laboratoire ne concorderaient pas avec la décision de l'Agent de contrôle, il y a lieu de récupérer les stocks concernés pour recyclage ou destruction selon les cas.

En fonction des types de formulations, la prise finale de décision tiendra compte du respect des critères retenus au moment de l'homologation. Les éléments suivants seront déterminants dans la prise de décision finale à l'issue du contrôle visuel et documentaire :

- détention de licence et de documents officiels d'importation et/ou exportation pour tout opérateur; statut d'homologation ou d'APV des pesticides concernés ;
- solidité et étanchéité des emballages contrôlés ;
- étiquette portant les informations précises sur le n° du lot, le n° d'homologation, la date de formulation et la date de péremption ;
- disponibilité d'un certificat d'analyse valide.

5.2 Contrôle de la publicité

Seuls les pesticides autorisés peuvent faire l'objet de publicité. La publicité mensongère est interdite selon la réglementation en vigueur.

Mais, il se trouve que cette disposition n'est pas respectée au Mali et le CNGP doit prendre ses responsabilités pour sensiblement réduire ce fléau.

5.3 Contrôle de l'étiquetage et de l'emballage

Les pesticides reçoivent l'homologation ou l'Autorisation Provisoire de Vente (APV) du CSP sur la base de mode et de conditions d'utilisations précises. Seuls ces modes et conditions d'utilisations figurant sur l'étiquette approuvée et l'emballage ainsi que les fiches techniques d'informations garantissent l'efficacité biologique et l'innocuité du pesticide. Il importe donc que le CNGP adopte une stratégie d'information, de sensibilisation et de formation des utilisateurs sur l'usage correcte et sans danger des pesticides.

Un suivi efficace des pesticides agricoles nécessite l'existence préalable d'un réseau de vulgarisateurs gouvernementaux ou de vulgarisateurs de sociétés privées chargés de l'encadrement des paysans.

C'est à travers seulement de tel réseau que le CNGP peut transmettre aux producteurs les informations sur les bonnes pratiques agricoles en matière de pesticides.

L'analyse des rapports des vulgarisateurs permet au CNGP non seulement d'informer le CSP sur les conditions réelles d'utilisation des pesticides sur le terrain, mais aussi de trouver des solutions aux problèmes identifiés.

VI. ECHANGE D'INFORMATIONS.

Le CNGP est une structure nationale de gestion des pesticides qui reçoit ses informations du CSP à travers le Ministre de l'Agriculture.

Le CSP est la source de l'information. Il produit l'information ou la collecte à partir de plusieurs autres sources. Le SP du CSP joue un rôle déterminant dans la production et la collecte de l'information.

Le Mali a adopté depuis octobre 2001 par arrêté ministériel les pesticides interdits ou soumis à de sévères restrictions, à l'importation aussi bien qu'à l'exportation.

En matière de gestion des pesticides, y compris la législation et l'homologation, la coopération régionale est très importante

C'est ainsi que dans le cadre du PIC, le CSP sert de Point focal aux Etats membres du CILSS au niveau de cette convention, ce qui a permis d'établir et de notifier l'interdiction de ***l'endosulfan*** et de ***l'atrazine*** dans l'espace CILSS.

L'attention est appelée sur les dispositions de l'Article 9 du Code de conduite de la FAO, qui souligne l'importance et la nécessité des échanges d'informations.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT DU CNGP

Les attributions et les activités du CNGP sont nombreuses et variées. Pour les réaliser, le CNGP doit mobiliser d'importants moyens humains, matériels, techniques et financiers.

Le pays ne dispose pas d'équipements techniques tels que les laboratoires d'analyse et les véhicules pour les déplacements pour ne citer que ceux-ci.

Le pays a souvent des difficultés de trésorerie qui le conduit à ne pas financer prioritairement le CNGP malgré la politique de développement durable et de protection de l'environnement qu'il prône.

En principe, l'Etat devrait pouvoir faire face à bon nombre de dépenses du CNGP car c'est l'organe qui a la responsabilité de protéger les populations contre les effets néfastes des pesticides et de leur garantir la sécurité alimentaire.

Malheureusement, l'expérience montre que l'Etat a du mal à honorer ses engagements vis à vis des conventions sur les pesticides qu'il a signé.

Du côté de l'industrie agro-pharmaceutique, il y a une certaine réticence à financer les structures légales de contrôle et d'homologation des pesticides.

Face à une telle situation, qu'est-ce que le CNGP peut faire pour mobiliser les fonds nécessaires à l'atteinte de ses objectifs ? Dans la recherche de fonds, le CNGP devra privilégier les financements endogènes qui ont l'avantage de garantir sa pérennisation.

A cet effet, le Mali se doit d'appliquer sa réglementation qui prévoit des taxes et redevances pour les services rendus lors des différentes opérations de contrôle.

Le CNGP se doit d'élaborer des projets à soumettre aux institutions internationales ainsi qu'aux ONGs et aux Représentations diplomatiques du pays.

VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

3.1 Conclusion :

L'Étude « sur les activités après homologation des pesticides au Mali » a été réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la Réglementation Commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides et exécutée avec l'appui de l'UA. Au Mali elle a été réalisée au mois d'août 2012 sous la direction de la Direction Nationale de l'Agriculture.

Les constats de l'étude sur les activités après homologation des pesticides au Mali mettent en exergue une mauvaise qualité des pesticides et ce dans de mauvaises conditions de stockage.

Il faut noter que les pesticides sont distribués, vendus et utilisés en général par des distributeurs, revendeurs, applicateurs et agriculteurs non agréés et peu qualifiés et souvent ignorants.

Par conséquent, nous pouvons déduire que toutes les conditions sont réunies pour que les traitements phytosanitaires soient peu efficaces pour lutter contre les organismes nuisibles avec des produits de mauvaises, ce qui représente un grand risque pour la santé humaine, animale et pour l'environnement.

Pour faire face à cette situation alarmante, il ressort des constats de l'étude et pour une meilleure surveillance des pesticides après homologation, les recommandations suivantes :

3.2 Recommandations :

- Application de la réglementation relative à la perception des taxes et redevances pour les services rendus lors des différentes opérations de contrôle des pesticides ;
 - renforcement de la législation en termes d'élaboration et en adéquation avec les instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs aux pesticides ;
 - renforcement du système de contrôle pour l'amélioration des capacités techniques des inspecteurs et des contrôleurs de pesticides ;
 - mise à la disposition des structures chargées de contrôle suffisamment de moyens humains, techniques, et financiers ;
 - mise en œuvre effective de la lutte contre la fraude et la contrefaçon ;
 - renforcement des capacités d'analyse en laboratoire des formulations et des résidus de pesticides ;
 - Création de structures de stockage sécurisé des pesticides destinés à être éliminés.
- ❖ **C'est en capitalisant toutes les synergies, des activités menées individuellement par l'ensemble des membres du CNGP dans les différents départements ministériels, les privés, la Société Civile, les ONGs et autres Partenaires, que le CNGP deviendra plus fort et pourra pleinement jouer son rôle.**

**SURVEILLANCE APRES HOMOLOGATION
ET AUTRES ACTIVITES
CONCERNANT LES PESTICIDES
AU SENEGAL**

1. 1. GENERALITES

Pour faire face aux ennemis des cultures et des récoltes, il est fait appel dans la majorité des cas aux produits agro pharmaceutiques dont les pesticides synthétiques qui sont les plus utilisés dans la protection phytosanitaire. Il est démontré largement que ces produits ont des effets néfastes sur la santé humaine et animale ainsi que sur l'environnement à cause de pratiques non conformes lors de leur utilisation.

Des cas d'intoxication, de pollution ont été enregistrés au Sénégal en milieu rural notamment lors des luttes antiacridiennes où de grandes quantités de pesticides sont distribuées gratuitement et utilisés par le biais de la Direction de la Protection des Végétaux (DPV). Cette période correspond à des pulvérisations à couverture totale par des aéronefs, des applicateurs en brigade et des producteurs qui ne respectent pas toujours les consignes de sécurité (port obligatoire des équipements de protection, omission des plans d'eau, gestion des emballages après usage,...).

Les activités de contrôle des nuisibles et de protection se déroulent en grande partie durant la saison des pluies quand les cultures pluviales et les jachères sans omettre les nombreux plans d'eau (marigots, défluent...) sont en place et occupent de grandes superficies (plus de 2 millions d'hectares).

Les cultures pluviales concernées sont les céréales (mil, riz, maïs, sorgho), les cultures de rentes (coton, arachide, sésame...) et les cultures horticoles de type africain (tomate, aubergine, choux, manioc, mangue...).

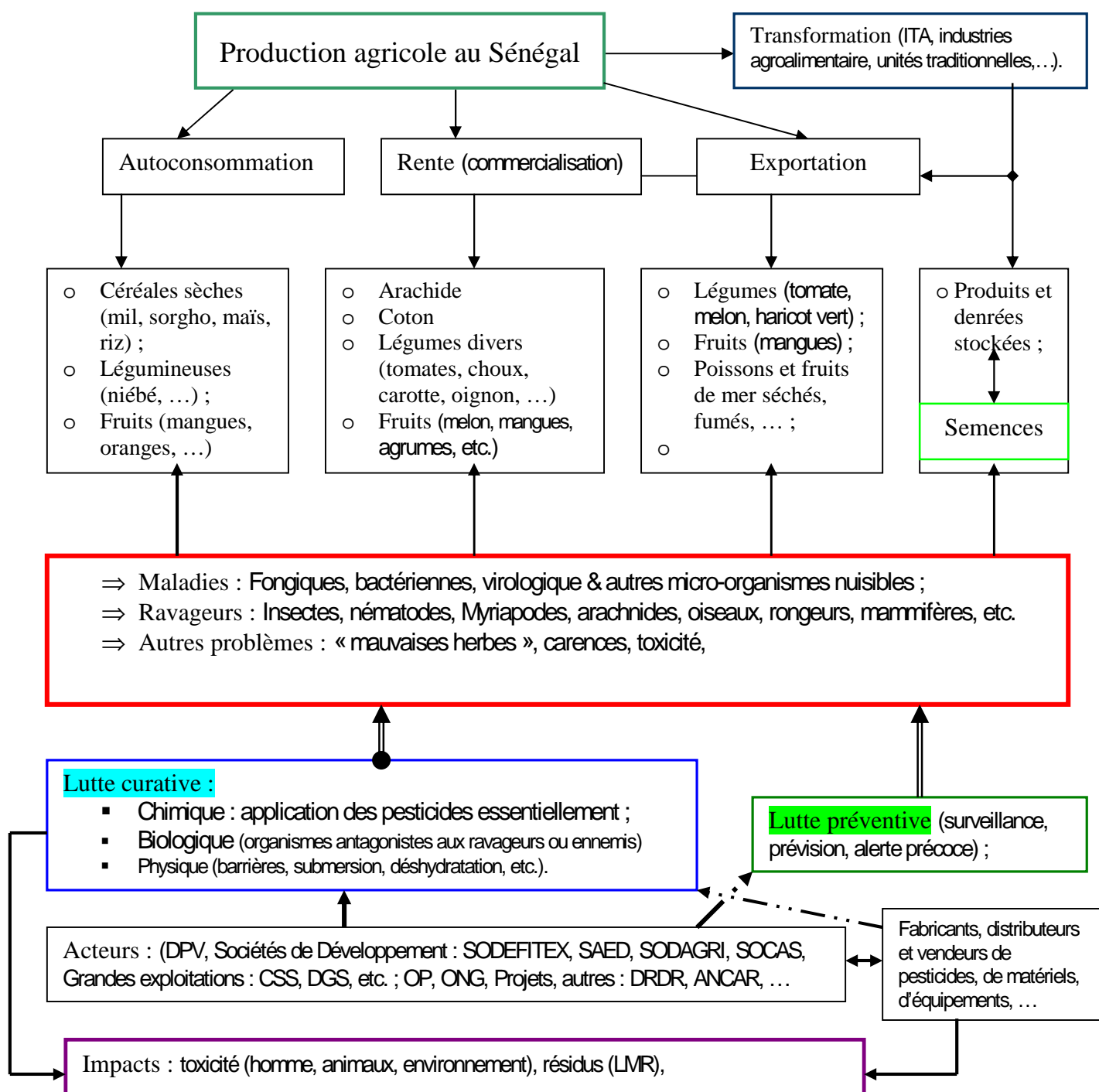
En contre saison, les cultures sont irriguées et concernent le riz, le maïs et les cultures horticoles notamment celles destinées à l'exportation.

L'élevage bénéficie pour l'alimentation des animaux de la biomasse et de l'eau de surface mais aussi de sources d'eau souterraine (puits, forages).

Compte tenu des dangers liés à une mauvaise utilisation des pesticides, il est opportun de développer tout un système de surveillance post homologation pour non seulement améliorer les pratiques des producteurs mais également les conditions d'acceptation par le CSP des spécialités commerciales proposées.

Le schéma suivant indique depuis la production agricole, les destinations des produits de récoltes, les produits et semences, les ennemis des végétaux, les procédés de lutte ou contrôle utilisés, les acteurs impliqués et les risques encourus.

Figure n° 1. Schématisation de la protection phytosanitaire au Sénégal (depuis la production agricole aux ennemis, les procédés de lutte, les acteurs et impacts).



2. Activités de surveillance

2.1. Surveillance de la qualité des pesticides

En termes de surveillance post homologation, la stratégie dégagée par la DPV s'articule autour de la supervision des interventions phytosanitaires à grande échelle et du recensement des professionnels de la filière pesticides à savoir les différentes catégories d'acteurs (revendeurs/distributeurs ; sociétés de formulation ; importateurs etc..).

Cela a beaucoup facilité l'identification de contraintes constatées dans le secteur par rapport à la qualité des pesticides en circulation, leur statut, l'efficacité etc. Dans le même registre, les bases secondaires d'avertissement agricole implantées à travers les différentes zones agroécologiques conduisent des activités de prospection et de détection des ennemis présents, en vue de faciliter le choix du pesticide le mieux adapté selon la situation et évaluer le l'effet des spécialités commerciales utilisées dans les campagnes de lutte.

Ainsi, tout un programme de veille sur l'environnement physique des pesticides dans les grands centres commerciaux et autres bassins de production est exécuté avec l'appui de certains partenaires.

Une situation de référence étant disponible pour le Sénégal, toutes les activités concourent à l'amélioration et l'assainissement de la gestion des pesticides, en termes d'organisation des professionnels, d'amélioration des pratiques phytosanitaires, en conformité avec la législation en vigueur.

2.1.1 Qualité des produits formulés et produit technique importés

Il n'existe pas dans le pays d'unités industrielles opérant la synthèse des matières actives par le biais des laboratoires de chimie fine. Ainsi, la production au sens propre de pesticides n'est pas effective sur le territoire national ; ce sont soit des produits finis qui sont importés à partir des sociétés mères représentées au niveau national soit des matières actives aux fins de formulation.

Des Sociétés de formulation existent au Sénégal: la SPIA, la SENCHIM, la SOCHIM et VALDAFRIQUE qui importent les matières actives techniques pour la formulation des pesticides.

La plupart des produits phytosanitaires vendus au Sénégal sont formulés sur place par les sociétés SPIA et SENCHIM, pour des raisons liées essentiellement au coût du transport (surtout dans le cas de produits de faible concentration comme les poudres pour poudrage) et au poids de la fiscalité pour les formulations importés de l'étranger. Ces sociétés formulent les produits phytosanitaires soit pour leur propre compte, soit pour le compte de sociétés étrangères ou locales telles que : ARYSTA, BAYER,

SENCHIM et SPIA font essentiellement des investissements pour améliorer et diversifier leur production (qualité des produits formulés aux normes ISO-9000, ISO-9001/2000 et ISO-9002).

La SOCHIM et VALDAFRIQUE formulent des produits agro-pharmaceutiques à usage d'hygiène publique uniquement.

Avec ces sociétés, le Sénégal dispose d'une grande capacité formulation de spécialité phytosanitaire commerciale de qualité, du fait de la modernité des installations et de la bonne qualité des supports locales pour le cas des formulations poudres et granulés.

2.1.2. Organisation du réseau de distribution

Le réseau de distribution couvre une grande partie du territoire. Le maillage est plus dense dans toutes les zones de production sauf le bassin arachidier. Il existe une multitude de petits vendeurs fixes ou ambulants mais les principaux distributeurs sont : PROSEM, TRAORE&FILS, NIAYES SARRAULT, TOUBA AGRO DEVELOPPEMENT, SENAGRO, GIE CAP-VERT, DJAMIL, MBACKE,

- la SENCHIM gère directement une boutique dans les Niayes et a des ententes avec d'autres distributeurs installés à leur propre compte.
- la SPIA possède son propre réseau de distributeurs avec des points de vente disséminés sur toute l'étendue du pays.

Tous les pesticides ne sont pas toujours disponibles en stock, surtout ceux qui coûtent chers en conséquence des substitutions sont souvent effectués.

Les distributeurs disposant d'une grande surface financière importent directement et ravitaillent les autres ; les pays d'importation et les circuits sont actuellement très diversifiés.

Il est obligatoire de disposer d'une autorisation pour tout distributeur de produits agro pharmaceutiques. Cette autorisation est valable pour une durée déterminée et son renouvellement n'est automatique, très souvent elle n'est renouvelée. C'est le constat fait actuellement en interviewant certains distributeurs.

Les permis étaient délivrés de manière « administrative » pour une durée de (3ans) sans au préalable contrôler le respect des conditions d'attribution qui exigent des locaux appropriés (bonne aération), éloignés des lieux de vente de denrées alimentaires et seulement la vente de produits homologués et non obsolètes. Cependant il a été constaté des situations à risque du fait de pratiques comme le reconditionnement et les détournements de produits phytosanitaires.

L'inorganisation des petits producteurs et surtout le manque de moyens financiers les conduit vers les distributeurs informels pour s'approvisionner au fur et à mesure de leurs besoins.

Les pesticides sont vendus à coté de l'engrais, du matériel agricole et d'autres produits, permettant de rentabiliser l'activité de distribution mais la subvention sur les engrais a conduit à la faillite de certains distributeurs qui n'étaient pas préparés face à leur stock quand de telles décisions ont été prises par l'Etat dans les Programmes agricoles (PA).

Tous ces aspects sont pris en compte par la DPV dans le cadre de la réorganisation et de l'assainissement du secteur de la vente et distribution des pesticides.

En effet, les produits à homologuer doivent subir une expérimentation, des essais et soumis au CSP ; Cela a un coût (6 à 10 millions FCFA) somme que peu de firme s'engage à supporter à cause du non retour des investissements dans une dynamique plus favorables aux offres sur le

marché (générique, concurrence) et le marché des Pesticides reste restreint (ex : moins de 20 % de la production de la Senchim est vendue sur place).

Les produits génériques (matières actives ou déjà formulés) provenant de divers pays (Chine, ex Europe de l'est, Thaïlande) défient toute concurrence (prix de revient).

Cette situation conduit à décourager ceux qui veulent suivre les règles de bonne gestion des pesticides et va conduire à dérégler le système d'homologation. Les distributeurs non professionnels perturbent le marché.

En termes de mesure immédiate, la Commission Nationale de Gestion des Produits Chimique (CNGPC) a été redynamisée et les différentes commissions se réunissent régulièrement pour donner des avis motivés sur les importations de pesticides, réglementer la distribution, trouver une solution pour les nombreux produits non homologués et les produits obsolètes et traiter des autres questions ponctuelles.

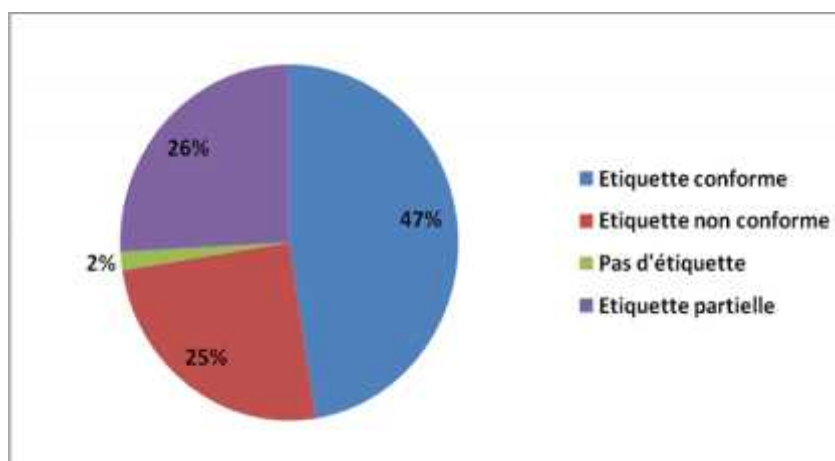
Une réglementation rigoureuse, fixant les critères à remplir pour être distributeur de pesticides aura des conséquences positives et immédiatement perceptibles sur toute la chaîne de gestion des pesticides. Cette réglementation, prendra en compte le respect de la concurrence en faisant recours à des appels d'offres.

L'activité de distributeur de pesticides doit être professionnalisée et réglementée, mais la vente seule de pesticides n'est pas une activité viable parce que non rentable sans la combinaison avec la vente des engrais, des semences et du matériel agricole.

Le terme même de distributeur doit être reconsidéré, pourquoi ne pas utiliser le terme de « phytopharmacien » pour faire ressortir la spécificité des pesticides, qui ne devraient être distribués que sur une prescription pour combattre un ennemi donné, sur une plante donnée et dans des conditions précises (doses, modes d'application, conditions biotiques et abiotiques). Le conseiller agricole, l'agent de la DPV ou un autre dument qualifié délivre une ordonnance, le phytopharmacien fournit les pesticides prescrits, le producteur les applique. Chaque acteur doit s'engager et assumer ses responsabilités.

2.2. Utilisation des pesticides selon les indications de l'étiquette approuvée

Du point de vue de l'utilisation des sources d'information sur l'étiquette, une enquête menée récemment dans les zones de production a révélé les résultats confinés dans le graphique suivant.



Plus de la moitié des revendeurs visités ont un système d'étiquetage qui n'est pas suffisant pour disposer de tous les éléments nécessaires pour une utilisation rationnelle et judicieuse des pesticides.

Plus de 50 % des enquêtés, sont non-conformes du fait de deux choses essentiellement :

- soit un étiquetage incomplet
- et/ou l'absence totale d'étiquetage sur l'emballage du produit.

Cela pourrait entre autres s'expliquer par les transvasements pour adapter le conditionnement du produit au besoin des producteurs qui, souvent préfèrent acheter de petites quantités pour des problèmes de rentabilité des interventions. D'autant que 70 % des demandeurs sont de petits producteurs, c'est-à-dire des exploitations agricoles familiales.

2.3 Considérations liées aux résidus de pesticides

Les résidus de pesticides constituent une problématique majeure dans la gestion des pesticides. Ils posent des problèmes de santé publique et de commerce international tels que des moyens importants scientifiques et techniques sont mobilisés au niveau international et dans beaucoup de pays pour les analyser, les réglementer en tenant compte de plusieurs facteurs.

A travers le laboratoire de CERES Locustox et les autres laboratoires existant, le Sénégal a fait des pas importants pour l'analyse des résidus. En plus, les services techniques conduisent des programmes de sensibilisation en termes de BPA pour éviter justement la non compétitivité de nos produits exportés sur le marché international mais également, garantir la qualité des produits écoulés sur le marché intérieur.

La filière arachidière qui a été suivie ces dernières années en termes de résidus de pesticides et taux d'aflatoxine avant export montre à suffisance que même s'il ya des efforts accomplis du point de vue des traitements phytosanitaires, il reste encore beaucoup à faire pour minimiser le taux d'aflatoxine qui pose un problème de santé publique.

Pour les cultures maraichères et fruitières, les analyses de résidus se font périodiquement. Faudrait-il noter qu'aucune notification d'interception de nos produits sur le marché international n'est liée aux résidus de pesticides, pendant ces 4 dernières années.

2.4. Intoxications accidentelles par les pesticides

Au Sénégal, cet aspect est pris entièrement en charge par le Centre antipoison du Ministère de la Santé en rapport avec les services techniques et tous les acteurs. Plusieurs sessions de formation dans ce sens ont été réalisées, impliquant des médecins et autres partenaires. En somme un dispositif national existe pour le suivi de cette question.

3. Programme de formation

Un programme annuel de formation et de renforcement des capacités des différents acteurs dans la gestion et l'utilisation des pesticides est déroulé par la DPV dans le cadre de sa stratégie d'intervention pilotée par le centre de formation. Ces sessions touchent l'ensemble des régions et les thématiques s'articulent autour d'une utilisation rationnelle et judicieuse des pesticides. A ce niveau, les producteurs organisés en comité de lutte villageois (CLV) sont formés pour les interventions à petite échelle.

De manière plus spécifique, il a été beaucoup question, ces dernières années de la vulgarisation et de la diffusion des textes législatifs et réglementaires liés aux pesticides. Compte tenu de la problématique liée à l'utilisation des pesticides dans notre pays, une étude a été menée récemment (Dpv, mai 2010) sur l'environnement physique des pesticides en vue de disposer d'une situation de référence. Les résultats d'investigations ont permis de dresser un état des lieux et d'identifier les différents acteurs à prendre en compte dans les programmes de formation, sensibilisation pour véritablement faire appliquer la législation en vigueur et assainir ce secteur.

Les objectifs de ces sessions de formation sont entre autres:

- Diffuser le Règlement Communautaire C/REG.03/05/2008 portant harmonisation des règles régissant l'homologation des pesticides dans l'espace CEDEAO ;
- Partager les textes instituant la législation phytosanitaire et le contrôle de qualité des produits agricoles, en identifiant les synergies possibles avec les services techniques régionaux pour leur bonne mise en œuvre au Sénégal ;
- Expliquer le plan de gestion des pesticides en vigueur, depuis la procédure d'acquisition des produits agro pharmaceutiques jusqu'à la collecte, le compactage et le recyclage des emballages vides pour une meilleure adhésion des acteurs à cette nouvelle démarche ;
- Créer un réseau organisé d'échanges d'informations avec les structures déconcentrées du Ministère de l'Agriculture et tous les autres acteurs sur les questions liées aux pesticides.

Les Cibles visées et touchées sont entre autres :

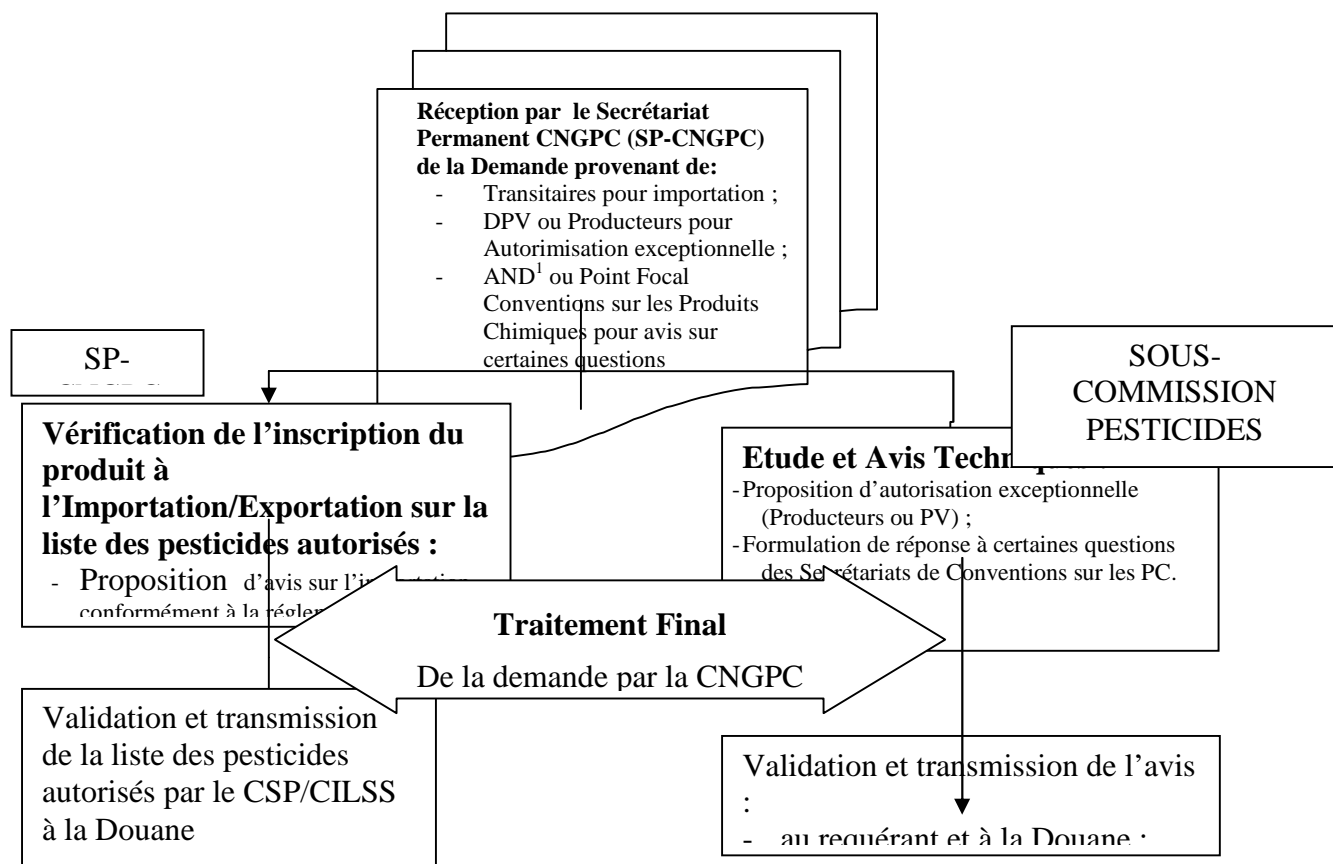
- Techniciens des DRDR ;
- ANCAR ;
- Organisations de Producteurs ;
- Sociétés de Développement ;
- Importateurs, revendeurs, distributeurs et applicateurs de pesticides ;
- ISRA ; CONGAD ; Caritas ;
- autres autorités administratives etc.

4. Délivrance de licences ou permis d'import aux professionnels

Sur ce point, des efforts ont été menés avec la redynamisation et la relance des activités de la CNGPC. Un logigramme a été défini de manière consensuelle et la procédure suivie dans le traitement des dossiers soumis. Cela a beaucoup amélioré les conditions d'importation de

pesticides et autres produits chimiques visés par les différentes conventions (Bale, Stockholm et Rotterdam).

Logigramme du Circuit d'importation des Pesticides



Pour l'agrément des revendeurs /distributeurs et autres applicateurs de pesticides, la DPV dispose d'une base de données de cette catégorie d'acteurs avec un dossier et des fiches renseignés suite aux contrôles dans le circuit physique des pesticides réalisés par les inspecteurs phytosanitaires.

Les études se font au cas par cas pour l'établissement de la liste des opérateurs agréés pour l'activité de vente, distribution et application de pesticides. Il est aussi envisagé après cela de les organiser en interprofession pour faciliter davantage le suivi des activités et assainir durablement le commerce des pesticides.

5. Contrôle des importations

La qualité des pesticides importés doit être contrôlée au niveau d'un laboratoire de contrôle de formulations. Le document fourni par le laboratoire permet d'émettre une lettre d'autorisation à l'importateur, délivrée par le secrétariat du CNGPC, pour enlever le produit si celui-ci est conforme aux spécifications. Cette procédure est purement administrative et ne dispose pas de vérification et de contrôle et la contre expertise demandée doit être appliquée pour décourager toute fraude.

Malheureusement, à l'état actuel des choses, nous ne disposons pas de laboratoire pour le contrôle de formulation si bien qu'on se fie la plupart du temps au régime de l'homologation. Dès lors, tout produit non homologué ou visé par une convention est transmis à la CNGPC pour avis.

POST- REGISTRATION SURVEILLANCE OF PESTICIDES IN THE GAMBIA EXPERIENCE

1. Introduction

The National Environment Management Act (NEMA) of 1994 serves as the framework legislation for environmental management in the Gambia. It created the National Environment Management Council (NEMC) as the highest policy making body on the environment. The Head of State is the Chairman of NEMC and all the Ministers whose Ministries are concerned with environmental issues, are members of the Council.

The NEMA also created the National Environment Agency (NEA) as the executing arm of the Council. It is this legal framework that endows the NEA with regulatory powers. In relation to NEMA, several other acts have been created one of which is the Hazardous Chemicals and Pesticides Control and Management Act (HCPCMA). Under the HCPCMA a multi-stakeholder Board is established with mandate to oversee the implementation of the Act. Through the HCPCMA and its related Regulations, the Agency is empowered to instruct the seizure or closure of an activity, which negatively affects the environment, and to carry out inspections, studies, and monitoring to ensure compliance with established environmental legislation and conventions. International and other conventions and agreements dealing with pesticides or other hazardous chemicals are incorporated into the HCPCMA.

2. Implementation of Conventions and Agreements

The Gambia is a party to regional, continental and global Multilateral Environmental Agreements (MEAs), including Rotterdam Convention on Prior Informed Consent Procedure such as the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants; the Basel and Bamako Conventions on the Trans-boundary Movement of Hazardous Wastes; the Common Regulations for Pesticide Registration in the CILSS Member States; all of which have a direct bearing on pesticide management. All these conventions are under the auspices of the NEA. The Rotterdam, Stockholm Conventions and the Common CILSS Regulations have been incorporated into the national legislation, the HCPCMA. Rotterdam and Stockholm Conventions provide for detailed Regulations containing matters such as, notification procedures, (for the case of the Rotterdam), measures to control the production and use of hazardous chemicals and waste (for the case of the Stockholm) and other administrative procedures as provided for in the Act.

Rotterdam Convention on Prior Informed Consent Procedure

Objective: To promote a shared responsibility between importing and exporting countries in protecting life from the harmful effects of hazardous chemicals, particularly pesticides.

Justification for ratification:

- Hazard nature of PIC chemicals, including pesticides
- Inadequate capacity to control importation of hazardous pesticides
- Illegal entry and rampant sale of hazardous chemicals, particularly pesticides

Achievement:

- A National Action Plan for implementation of Rotterdam convention, in place
- An inspectorate is established;
- Designated National Authority (DNA) established
- Notifications for number of pesticides submitted to PIC Secretariat
- List of banned and restricted pesticides in place
- Sensitization campaigns conducted

Stockholm Convention

Objective: To protect life from the harmful effects of Persistent Organic Pollutants (POPs), and to eliminate their production and use. A good number of these POPs are pesticides.

Justification for ratification:

- Low level of awareness with regard to POPs
- Indiscriminate use of pesticides
- Possible continued use of PCB and DDT
- Illegal importation of pesticides containing POPs

Achievement:

- Focal Point established
- Removal of obsolete pesticides, including POPs;
- Inventory of PCBs and other POPs including assessment of alternatives to DDT undertaken
- Development of implementation plan for POPs
- Sensitization campaigns conducted

Basel and Bamako Conventions

Objective: To control the trans-boundary movement of hazardous waste

Justification for ratification:

- Inadequate capacity to deal with hazardous waste
- Waste management a priority issue in the country
- Low level of awareness towards hazardous waste

Achievement:

- Waste Management Act and Strategy in place
- Several waste management projects executed
- Training on waste management conducted
- Obsolete pesticides stocks disposed of in 1995

The Common Regulations for Pesticide Registration in the CILSS Member States

Objective: To control the entry of pesticides into the 9 CILSS Member States

Justification for ratification (in 1997):

- Presence of large quantities of pesticides in the country
- Porous border
- Illegal entry and rampant sale of pesticides
- Fragile ecosystem of the country
- Similarity of Gambian ecosystem with the other CILSS countries
- Joint planning and management of pesticides advantageous to The Gambia.
- The Common Regulations are not in contravention with the objectives of the HCPMA .

Achievement:

- The Gambia sits on the Sahelian Pesticide Committee and is involved in the decision-making process
- Since the coming into force of these common regulations, the illegal circulation of pesticides has decreased.
- The rigorous screening of registration documents at the sub-regional level facilitates control in The Gambia.
- The Gambia has benefitted from opportunities and support given for the Common Registration initiative by external partners

3. Enforcement

The Hazardous Chemicals and Pesticides Control and Management Act (HPCMA) is not specific to pesticides but cover all other hazardous chemicals. The HPCMA was enacted to regulate the indiscriminate sale and misuse of chemicals, particularly pesticides. The Act calls for the mandatory registration of all hazardous chemicals, and provides a wide and comprehensive framework for the control and management of the manufacture, distribution and use of hazardous chemical and pesticides.

However, since the adherence of The Gambia to the Common CILSS Regulations System for Pesticide Registration, the Gambia relegated the responsibility of registration of pesticides to the Sahelian Pesticide Committee. The Gambia sits on this registration committee.

Under the HCPCM Act the following have been established to facilitate enforcement and implementation:

- A multi-stakeholder board and sub committees;
- Regulations on pesticides
- National chemical management profile, covering pesticides;
- National Action Plan for Integrated Chemicals Management, including pesticides
- National Implementation Plan for PIC and POP chemicals and pesticides
- laboratory and Inspectorate;
- Bilateral agreement with the Republic of Senegal on the control of pesticides;
- Sensitization programs that involve customs officers, farmers, applicators
- Licensing and other monitoring schemes;

3.1. Enforcement Mechanisms

Due to the geographical position of The Gambia, the entry of goods from the neighboring countries is very easy. Pesticides enter the country through illegal channels. In the Sunday markets commonly known as “lumos”, and generally situated near the borders, there is rampant sale of banned, unregistered, unlabeled and toxic pesticides. Unscrupulous business people are also involved in this lucrative business.

3.1.1. The Inspectorate

The role of the inspector is clearly defined in the HCPCMA. The inspector is empowered to enter any premise where it is suspected that the Act is not being complied with or that the products on sale or in use are non-conforming and seize them. The NEA inspectors work in close collaboration with the Customs, the Police, phyto-sanitary and sanitary inspectors to form a strong network of inspectors for the effective monitoring and control of pesticides countrywide.

The role of the inspector or enforcement personnel is:-

- to conduct awareness raising campaigns through the radio and other channels.
- to ensure that all dealers are licensed;
- to inspect all premises prior to the issue of licenses to ensure that the applicant complies with the Regulations (suitability, proximity to edibles etc.);
- to inspect, in collaboration with custom officers, all consignment at sea ports, airports and land entry points before release into the country
- to ensure that only products listed on clearance form have been imported;
- to take samples when necessary for analyses by the laboratory;
- to seize or confiscate products, if necessary; and
- to report all cases of pesticide poisoning to the appropriate structures.

3.1.2. The Laboratory

A Pesticide Formulation Laboratory is responsible for the analyses of pesticide quality. Internationally accepted methods of analyses are being employed. Results can occasionally be sent overseas for cross checking to determine whether they fall within acceptable tolerance limits. Laboratory analyses have revealed that some manufacturers do not adhere to the FAO Code of Conduct and active ingredients not mentioned on the label have been found to be present in some products.

3.1.3. Discharge Permitting System

The National Environment Agency (NEA) has put into place a Discharge Permitting System, for all companies, operators and processes that have a potential of polluting the environment, the release and production of pesticides included.

The Permit contains the following elements:

- The conditions stating the requirements that the permit holder, his employees and site should meet
- Record keeping and reporting
- Notifications to the NEA in case of any unusual release
- The treatment of wastes, releases or effluents
- An agreed improvement program

- Monitoring and sampling of releases
- Validity of permit

3.1.4. Other Monitoring Schemes

Licensing System

This has been established to screen all warehouses, applicators, transport and users of pesticides and chemicals. A license is only issued after satisfactory inspection to ascertain compliance.

Import Permits

A dealer intending to import contacts the NEA to obtain clearance after satisfactory inspection of consignment and analyses of a sample. The quality and quantity of the product is noted as well as the name and the addresses of dealer and supplier.

Confiscation Form

All unlabelled, suspected, banned and restricted pesticide are confiscated. The signature of both defaulter and inspector are noted on the form, and only returned if compliance is met. A defaulter is penalized in accordance with the HCPCMA. The penalty can range from fines to imprisonment if convicted. It should be noted that inspectors do not have powers of arrest but can cause arrest.

4. Awareness Creation

This is an important component that contributes to compliance, and the following channels and methodologies are used:

- I Public Information Meetings
- II Public notices at strategic positions such as village centers (Bantaba), market places, shopping centers, and schools
- III Focus group meetings
- IV Production of general information packet (leaflets, posters, brochures, stickers) for distribution
- V Radio and Television educational programs (Panel discussion, Phone-in programs, interviews, documentary)
- VI Publicity using all the available newspapers and newsletters in the country

5. Non Compliance and Violations

Since 1995, the NEA has recorded numerous cases of violation. These range from the sale of banned pesticides, failure to register to non-possession of a valid license to operate.

Consignment of illegal pesticides has been impounded and pesticides confiscated. Some of these pesticides contained DDT. DDT was banned in The Gambia since May of 1994. Between 1995 and 1998, over two tons of pesticide formulations containing DDT were imported illegally into the country. In 1997, 200 litres of wood preservative containing Pentachlorophenol and Gamma hexane (also banned), were intercepted.

A major constraint in enforcement is the absence of proper storage and disposal facilities.

The HCPCM Act has provided for the following penalties in case of offences:

- General Offences- for offences for which no penalty is attached. Such offences, upon conviction are liable to fines and/or prison terms
- Specific Offences-offences to manufacture, sell, use, store, export, import, transport and distribute without a valid license or permit, are punishable by fines and/or imprisonment, or confiscation..
- Specific Offences-commercial application without valid license is also punishable by fine, imprisonment or confiscation or closure of property, as the case may be.

Penalties are applicable to corporate bodies and private individuals.

6. Recommendations for Effective Enforcement

The following are recommendations for effective enforcement:

- Ratification and domestication of conventions and agreements dealing with pesticides
- Synergizing implementation of conventions dealing with pesticides
- Adoption and implementation of the FAO Code of Conduct on the Use and Distribution of Pesticides
- Establishment of strong regulatory framework and enforceable mechanisms
- Conduction of awareness and sensitization campaigns
- Allocation of adequate budget to implementation of activities related to pesticide control
- Establishment of mechanisms for mobilization of financial resources from within and from relevant conventions
- Well defined mandate of the lead institution tasked with enforcement
- Collaboration of all stakeholders involved in pesticide control, management and transaction, including the operators
- Empowerment and capacitating the lead institution and enforcement personnel

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS FOR THE 9 CILSS MEMBER STATES

L'Étude relative au développement d'une stratégie de mise en œuvre de la post homologation des pesticides dans les Etats membres du CILSS : cas du Mali, de la Gambie et du Sénégal a été réalisée avec l'appui de la Commission de l'Union Africaine.

Les constats de l'étude sur les activités après homologation des pesticides mettent en exergue une mauvaise qualité des pesticides et ce dans de mauvaises conditions de stockage.

Il faut noter que les pesticides sont distribués, vendus et utilisés en général par des distributeurs, revendeurs, applicateurs et agriculteurs non agréés et peu qualifiés et souvent ignorants.

Par conséquent, nous pouvons déduire que toutes les conditions sont réunies pour que les traitements phytosanitaires soient peu efficaces pour lutter contre les organismes nuisibles avec des produits de mauvaise qualité, ce qui représente un grand risque pour la santé humaine, animale et pour l'environnement.

Pour faire face à cette situation alarmante, il ressort des constats de l'étude et pour une meilleure surveillance des pesticides après homologation, les recommandations suivantes :

RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATEGIE POST-HOMOLOGATION:

Role of Member States

- renforcement de la législation en termes d'élaboration et en adéquation avec les instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs aux pesticides ;
- renforcement du système de contrôle pour l'amélioration des capacités techniques des inspecteurs et des contrôleurs de pesticides ;
- mise à la disposition des structures chargées de contrôle suffisamment de moyens humains, techniques, et financiers ;
- mise en œuvre effective de la lutte contre la fraude et la contrefaçon ;
- Application de la réglementation relative à la perception des taxes et redevances pour les services rendus lors des différentes opérations de contrôle des pesticides ;
- renforcement des capacités d'analyse en laboratoire des formulations et des résidus de pesticides ;
- Establishment of pesticide control centres, including testing of pesticide levels in human blood
- Création de structures de stockage sécurisé des pesticides destinés à être éliminés.
- Conduction of awareness raising campaigns on pesticides, at Member State level
- Organisation of education programs for target groups by CSP.
- Adherence by Member States to the FAO Code of Conduct on the Distribution and Use of Pesticides and ratification and implementation of relevant conventions such as Rotterdam, Stockholm, Basel, Bamako Conventions.
- Establishment of strong regulatory framework and enforceable mechanisms

- Allocation of adequate budget for implementation of activities related to pesticide control
- Establishment of mechanisms for mobilization of financial resources from within and from relevant conventions
- Collaboration of all stakeholders involved in pesticide control, management and transaction, including the operators in the implementation of the strategy

Role of CSP

The CSP should take the necessary steps to ensure the implementation of these recommendations at national levels through ;

- visits by the Permanent Secretary to all Member States
- promotion of sensitisation campaigns by members of the CSP
- promotion of establishment of sub regional reference laboratories
- mobilisation of financial resources from international organisations (e.g. FAO, AUC etc) for the implementation of the strategy

- .PROPOSITION D'UN TYPE DE SURVEILLANCE POST HOMOLOGATION

Based on the 3 types of post registration indicated in the study the following, tools in the annexes are recommended as post registration surveillance tools to be adapted to national realities ;

Annex 1- PESTICIDE CONTROL FORM

-

(Promoting safe and wise use of pesticides by through enforcement of relevant laws

(a) NAME AND ADDRESS (Business / Owner)

.....
 .

(b) Quantity and description of pesticide(s) **temporarily seized** to encourage registration
 (NB – to be returned when dealer complies)

.....
 .

(c) Quantity and description of **banned / unlabelled** pesticide(s) **confiscated**

(NB – not to be returned)

.....
.
.....
.
.....
.

(d) SIGNATURE OF DESIGNATED
INSPECTOR CONFIRMING (c) / (d)

(e) SIGNATURE OF BUSINESS OWNER
OR HIS REPRESENTATIVE
CONFIRMING (c) / (d)

.....

.....

Date:

Date:

(f) Confirmation of return of temporarily seized pesticide(s) after owner's compliance by
registering, payment of licence fee or renewal of expired licence

SIGNATURE CONFIRMING RETURN

SIGNATURE CONFIRMING RETURN

.....
(Designated Inspector)

.....
(Business owner/ Representative)

Date:

Date:

Annex 2-Import Permit Form

- .

NAME AND ADDRESS OF IMPORTER:

.....
.....
.....
.....

Item No.	Trade name Of Pesticide	Active Ingredient(s)	Address Of Supplier	Country Of Origin	Quat Pro

In accordance with the ---law -----0.5% of the total CIF Value of every import shall be paid to ----- before a Clearance Certificate is issued. (0.5% CIF=0.005 x CIF) Each Pesticide consignment has to be inspected by Environmental Inspectors.					

Signature:.....

Annex 3-Application Form for License

PESTICIDE LICENSING REGULATION

- To be completed in quadruplicate
- Type or use block letters
- Application fee of ----- shall be paid

To The ----- Pesticides control Management Board/Committee.

APPLICATION FOR A LICENCE

Name & Address of Applicant:

Licence for:

- ☐ Retail of (unrestricted) pesticides
- ☐ Retail of restricted pesticides
- ☐ Wholesale of pesticides
- ☐ Transportation of restricted pesticides
- ☐ Warehousing of pesticides
- ☐ Commercial application of pesticides
- ☐ Private use of restricted pesticides
- ☐ retail of household pesticides

Location of business:

Qualifications of Applicant:**Annex 4-Sampling Sheet****Sample number****Date:**

Origin of sample

Name of store/plant:

Address:

Name of product:

Type of formulation:

Active ingredient(s) Declared concentration (w/w =g/kg or w/v= g/l)

Manufacturer:

Date of manufacture:

Use-by date:

Batch Number:

Size of package/containers:

Store quantity:

Form of storage:

Storage time:

External tests

Number of packing units selected:

Minimum gross weight measured:

Deviation (%):

Material/ quality of packing:

Quality of label:

Observation on the storing and distribution conditions:

Sampling for laboratory tests

Number of containers opened:

Amount and number of primary samples taken:

Remarks (observations on the nature of the sample):_____
Name and signature of inspector_____
Name and signature of owner**Annex 5-Inspection Sheet**

1. IMPORTER.....

DATE.....

2. TRADE NAME OF PESTICIE.....

3. ACTIVE INGREDIENT (S)

CONCENTRATION

.....
.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....

4. TOTAL QNTY OF THE PESTICIDE (Kg or litres).....

5. STATUS: Provisionally cleared, **Restricted use, Unregistered or banned**

6.CIF.....

--% OF CIF.....

7.ORIGIN.....

PORT OF ENTRY.....

8. REMARK (extra information).....

.....

9. INSPECTED BY.....

10. Signature

11. Name and address of testing laboratory

-

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **FAO, ROME-Italie, 1985:** Directives pour l'homologation et le contrôle des pesticides 61p.
- **FAO, ROME-Italie, 1988 :** Directives pour la surveillance après homologation et les autres activités concernant les pesticides 13p.
- **FAO, ROME-Italie, 1990 :** Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides (version amendée) 39p.
- **FAO, ROME-Italie, 1992 :** Directives pour l'introduction et le développement consécutif d'un système national simple d'homologation et de contrôle des pesticides 18p.
- **FAO/OMS, ROME-Italie, 2011:** Directives pour le contrôle de la qualité des pesticides 29p.
- **CILSS, OUAGADOUGOU-BURKINA, 1994 :** Convention révisée du CILSS 14p.
- **CILSS, Bamako-MALI, 1999 :** Réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'homologation des pesticides (version révisée) 28p.
- **CILSS, Bamako-MALI, 2000 :** Texte portant règlement intérieur du Comité Sahélien des Pesticides 4p.
- **Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du Secteur du Développement Rural : 23-25 mars 1999.** Atelier de Réflexion sur la problématique de la gestion des pesticides au Mali, 129p.
- **CAMARA, M. ; HAÏDARA, F. & TRAORE, A., 2001 :** Etude socio économique de l'utilisation des pesticides au MALI 104p.
- **Mali, Décembre 2002 :** Arrêté déterminant les conditions de délivrance de l'agrément de revente des pesticides.
- **Mali, Juin 2002 :** Loi Instituant l'Homologation et le Contrôle des pesticides.
- **Mali, Juin 2009 :** Décret fixant les modalités d'application de la loi instituant l'Homologation et le Contrôle des pesticides.
- **Mali, Bamako, Mai 2010 : Direction Nationale de l'Agriculture.** Etude sur l'Evaluation de la qualité des pesticides commercialisées dans les grands centres commerciaux en Afrique de l'Ouest-Cas du Mali (Centres : Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti et District de Bamako) 28p.
- **DIARRA M.B : 2011 :** Plan de Gestion Environnementale et Sociale de l'OPV dans le cadre de la lutte contre les nuisibles des végétaux et des produits végétaux, 57p.

